

SOMMAIRE

1. FOCUS DU MOIS

Le rapport du Forum Economique Mondial sur le capital humain alerte sur un coût économique et social de l'incapacité mondiale à développer les talents.



3. CONCEPT EMERGENT

Le concept émergent abordé dans ce numéro porte l' « Open Data ».



4. BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette rubrique présente une sélection d'ouvrages ayant trait aux relations internationales et aux questions globales, publiés en mai 2015 ainsi que ceux à paraître dans les mois à venir.



2. PUBLICATIONS DU MOIS

SOCIÉTÉ

- ▶ Expanding Opportunities for the Next Generation: Early Childhood in the Middle East and North Africa
- ▶ Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalités profite à tous

SCIENCES & TECHNIQUES

- ▶ Entreprises et cybersécurité à l'horizon 2020

ECONOMIE

- ▶ The Africa Competitiveness Report 2015

ENVIRONNEMENT

- ▶ Decarbonizing development: Three Steps to a Zero Carbon Future

POLITIQUE

- ▶ Global Trends to 2030: Can the EU meet the challenges ahead?

◆◆◆◆◆◆◆◆◆◆ 1- FOCUS DU MOIS

► Rapport 2015 sur le développement du capital humain

Tags : Capital humain | Economies développées | Indice du capital humain | Education | Emploi | Finlande | Norvège | Suisse | Canada | Japon | Innovation | Compétitivité | WEF

Ce rapport souligne que le capital humain serait un vecteur crucial du développement au 21ème siècle aussi bien pour les pays en développement que ceux développés. Il évalue, sur la base de l'Indice du capital humain, la capacité des pays à développer les talents par l'éducation.

Malgré les progrès remarquables des systèmes éducatifs et la croissance des marchés de l'emploi à travers le monde, le développement des talents et le déploiement des potentiels représentent un défi majeur pour les pays en développement que pour ceux développés. Par ailleurs, plusieurs difficultés affectent la disponibilité et l'adéquation actuelles des talents du monde et représentent ainsi des risques majeurs altérant le développement économique à moyen et long terme.

L'Indice de capital humain est composé de 46 indicateurs et évalue 124 pays, selon les niveaux d'éducation, de compétences et d'accessibilité à l'emploi, réparties sur cinq tranches d'âge, des moins de 15 ans au plus de 65 ans.

La Finlande occupe le 1er rang du classement de l'Indice de capital humain en 2015, enregistrant un score de 86%, suivie de la Norvège, de la Suisse, du Canada et du Japon.

Concernant les autres grandes économies développées, les États-Unis occupent le 17ème rang, affichant un score inférieur à 80%. Le Royaume-Uni se classe 19ème et l'Allemagne 22ème. Parmi les BRICS, la Russie

occupe la 26ème place avec score notoire de 78%, suivie de la Chine qui occupe la 64ème place qui a réussi dans l'optimisation d'environ 67% de son capital humain. À la 78ème place se trouve le Brésil, suivi de l'Afrique du Sud (92ème) et de l'Inde (100ème).

WEF, 2015

Human Capital Index 2015.	
Rank	Economy
1	Finland
2	Norway
3	Switzerland
4	Canada
5	Japan
6	Sweden
7	Denmark
8	Netherlands
9	New Zealand
10	Belgium

Enfin, le rapport souligne l'importance de l'optimisation du capital humain et plaide pour la préparation d'un nouveau modèle de croissance mettant le potentiel humain au centre des priorités. Le talent, facteur d'innovation, de compétitivité et de croissance, ne pourrait être libéré que par la collaboration et les partenariats entre les différents secteurs pour une adaptation optimale des institutions éducatives, des gouvernements et des entreprises et une meilleure orientation de la répartition des efforts de développement de la main-d'œuvre et des investissements.

Source: WEF, Mai 2015

<http://reports.weforum.org/human-capital-report-2015/#read>

◆◆◆◆◆ 2- PUBLICATIONS DU MOIS

◆◆◆ SOCIETE

► Expanding Opportunities for the Next Generation: Early Childhood in the Middle East and North Africa

Tags: Petite enfance| MENA| Inégalités| Développement humain| Développement cognitif| Malnutrition infantile| Banque Mondiale |

Ce rapport analyse la situation relative au développement de la petite enfance dans la région MENA. L'ampleur du retard de développement des jeunes enfants renforcés, par les inégalités qui subsistent, entravent inéluctablement la croissance dans la région du Nord Afrique.

La petite enfance représente la phase la plus délicate du développement humain. Le rapport souligne que le contexte social et économique d'un enfant a inévitablement un impact considérable sur son développement, notamment l'accès ou non à une diversité de facteurs favorables à son plein épanouissement durant sa période de scolarité et sa vie adulte. Le rapport établit un recensement des grandes carences de la région MENA dans divers domaines fondamentaux, notamment l'accès aux soins prénatals, aux vaccins, la bonne nutrition et le développement cognitif, émotif et social de ces enfants. Il en relève, à titre d'illustration, que la malnutrition infantile conduit principalement à un retard de croissance chez un nombre important d'enfants.

Le rapport souligne que le manque d'interventions appuyant la petite enfance dans son

développement ainsi que la persistance des inégalités entre les plus pauvres et ceux des pays riches de la région aurait des conséquences sur la trajectoire de développement des pays. Par ailleurs, les différentes actions réalisées, à l'échelle mondiale, particulièrement axées sur les enfants démunis, pourraient aider ces enfants à réaliser leur potentiel et à changer les perspectives d'avenir de leur vie.

Enfin, le rapport préconise des mesures concertées afin d'améliorer l'accès aux services de base permettant le développement des enfants. Il plaide pour des actions plus favorables ajustées aux divers aspects du développement du jeune enfant à travers l'intégration progressive des prestations de services relatifs aux soins prénatals et postnatals. La mise en place des structures d'enseignement préscolaire de qualité pour les enfants défavorisés pourrait engendrer des résultats immédiats et durables, tout en réduisant les inégalités futures et en augmentant le taux d'opportunités de la petite enfance.

Source: Banque Mondiale, Mai 2015

<http://www-wds.worldbank.org/..//937130PUB0978100Box385381B00PUBLIC0.pdf>

► Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalités profite à tous

Tags : Inégalités | Economies émergentes | Croissance économique | Travail | Croissance inclusive | Investissements | Education | OCDE

Selon ce rapport, la plupart des pays de l'OCDE ont connu une montée accrue des inégalités de revenu.

Le rapport souligne que la situation globale des ménages à faible revenu se dégrade davantage à cause du phénomène de concentration, surtout en termes de patrimoine. Dans les 18 pays de l'OCDE, 40 % du bas de l'échelle de la distribution ne détenaient que 3 % du patrimoine total des ménages en 2012, tandis que 10 % du sommet de la distribution possédaient la moitié du patrimoine total des ménages et les 1 % les plus riches en possédaient 18 %. Aujourd'hui, les 10 % des plus riches de la population de la zone OCDE ont un revenu d'activité 9,6 fois élevé par rapport à celui des plus pauvres.

Le rapport précise que l'accroissement des inégalités et le manque d'opportunités favorables sur le marché de travail amputent la croissance économique à long terme et affaiblissent considérablement le tissu social des pays de l'OCDE. Par ailleurs, les pays de l'OCDE ont connu entre 1985 et 2005 une hausse des inégalités, ce qui a altéré significativement la croissance économique, d'environ 4,7%, en cumulé entre 1990 et 2010.

Les conditions du travail sont un élément déterminant dans la réduction des inégalités. Certaines formes de travail, notamment le travail sous contrat temporaire ou à temps partiel, contribuent inéluctablement à l'accentuation des inégalités. Le rapport souligne que la réduction des écarts entre hommes et femmes est

impérative sur le marché de l'emploi. De plus, la contribution des femmes dans le marché de l'emploi participe à limiter les inégalités, bien que leurs rémunérations soient inférieures d'environ 15 % à celles des hommes.

Enfin, pour favoriser une croissance inclusive et réduire les inégalités, les Etats de l'OCDE devraient mener des actions qui favorisent la promotion de l'égalité entre hommes et femmes dans le travail. De plus, l'optimisation de l'accès aux meilleurs emplois s'avère indispensable ainsi que le soutien des investissements dans le secteur de l'éducation tout au long de la vie active.

Source: OCDE, Mai 2015

<http://www.oecd.org/social/in-it-together-why-less-inequality-benefits-all-9789264235120-en.htm>

► Entreprises et cybersécurité à l'horizon 2020

Tags : **Cybernétique** | **2020** | **Cybersécurité** | **Sécurité des systèmes d'information** | **Cyberdéfense** | **Cyberstratégie** | **Veille sociétale** | **Protection des données** | **Culture cyber** | **Cigref** |

L'évolution des risques cybernétiques constitue l'une des menaces systémiques auxquelles les Etats, les entreprises voire les individus devraient faire face.

Cette étude prospective, réalisée par le Réseau des Grandes Entreprises françaises (Cigref), dresse les évolutions possibles des risques cybernétiques à l'horizon 2020, en proposant des scénarios d'évolution du champ de la cybersécurité.

Pour étayer les évolutions possibles de la cybersécurité, l'étude a mis l'accent sur une vingtaine de variables, relevant de trois composantes capitales. Il s'agit des menaces, des vulnérabilités et opportunités et de l'environnement extérieur de l'entreprise.

- S'agissant de la composante « menaces », l'étude fait référence aux acteurs non commerciaux tels que les groupes criminels et les États. Cette composante prend en compte également les aléas climatiques et les impacts des phénomènes naturels qui entravent la maîtrise de l'appréhension du cyberspace par les entreprises.
- La composante « environnement extérieur » dresse les différentes évolutions possibles, les tendances et les ruptures qui caractérisent le

cadre législatif ou technologique des entreprises.

- A travers la composante « vulnérabilités et opportunités », l'étude vise à cerner les différentes problématiques inhérentes au fonctionnement organisationnel des entreprises.

L'étude propose une série de recommandations transversales visant la mise en œuvre de stratégies efficaces à même de minimiser les risques cybernétiques. Il s'agit, entre autres, de :

- **Accompagner le changement du métier du responsable de la sécurité des systèmes d'information (RSSI)** : à travers le renforcement des fonctions sécuritaires de la fonction RSSI, englobant la cybersécurité, la cyberdéfense et la cyberstratégie.
- **Développer une veille sociétale** au sein des entreprises en mettant en place une veille sociétale permettant de détecter les grandes tendances et d'anticiper les risques cybernétiques.
- **Renforcer la législation européenne, notamment sur le stockage et la protection des données** : en vue de réduire les risques liés aux menaces transatlantiques, l'étude propose de stocker les données des entreprises européennes

dans des serveurs logés sur le sol européen.

- **Développer la culture cyber à travers** la formation à la sécurité informatique, qui devrait faire partie des programmes du cursus scolaires. Les entreprises

pourraient constituer les acteurs principaux de cette action de sensibilisation.

Source: Cigref, Mai 2015

<http://www.cigref.fr/wp/wp-content/uploads/2015/02/Futuribles-CIGREF-Entreprises-cybersecurite.pdf>

◆◆◆ ECONOMIE

► The Africa Competitiveness Report 2015

Tags : Compétitivité | Afrique | Economie | Agriculture | Chaînes de valeur mondiales | Commerce des services | Industrialisation |

Ce rapport établit un panorama des profils de compétitivité de 40 pays d'Afrique. Il relève les grands défis auxquels les économies africaines sont confrontées. Le rapport souligne que l'Afrique pourrait asseoir une forte croissance durable et plus solidaire à travers la transformation des économies africaines, le développement de la compétitivité agricole, le rôle capital des services en matière de création d'emplois ainsi que l'exploitation des possibilités offertes par les chaînes de valeur mondiales.

Le rapport souligne que le secteur manufacturier a contribué au ressort du développement économique de certaines régions du monde. En Afrique, l'agriculture demeure le principal secteur créateur d'emplois et est légèrement remplacée par un secteur des services en constante progression qui occupe plus de 50 % du PIB.

Le continent africain est marqué par une prévalence élevée de la sous-alimentation au niveau mondial. De plus, l'Afrique affiche un taux élevé

d'importation de nombreuses denrées alimentaires de base. Le secteur agricole, marqué par un mode de production artisanale de subsistance, n'a pas tiré profit de la révolution verte à laquelle ont largement bénéficié les pays en développement.

Le rapport souligne que l'Afrique pourrait optimiser les avantages du secteur des services à travers la réduction des obstacles tarifaires au commerce des services et la mise en œuvre d'un cadre réglementaire rationnel et favorable à la réception d'investissements internationaux.

La participation aux chaînes de valeur mondiales favorise l'accroissement de la productivité, la consolidation des compétences et la diversification des exportations. La contribution du continent aux chaînes de valeur mondiales demeure faible. D'ailleurs, les deux tiers de cette participation reviennent à la richesse de l'Afrique en ressources naturelles et à son niveau d'industrialisation relativement faible.

L'exploitation effective des possibilités offertes par les chaînes de valeur mondiales est tributaire de la mise en œuvre de politiques publiques, tout en mettant l'accent sur la facilitation des échanges commerciaux, la mise en œuvre des politiques d'investissement et l'amélioration de la qualité des infrastructures de transport et de l'accès au financement.

Enfin, le rapport préconise certains leviers permettant à l'Afrique de relever ses défis. Il s'agit du :

- Développement de l'infrastructure de transport et des TIC ;

- Amélioration de la qualité de l'enseignement et de la formation et promotion de la scolarisation au niveau tertiaire ;
- Réduction des entraves commerciales et intégration progressive de l'Afrique aux chaînes de valeur mondiales ;
- Renforcement du cadre réglementaire et institutionnel à travers des dispositifs appropriés.

Source: Banque Mondiale, Mai 2015

http://www3.weforum.org/docs/WEF_ACR_2015/Africa_Competitiveness_Report_2015.pdf

◆◆◆ ENVIRONNEMENT

► Decarbonizing development: Three Steps to a Zero Carbon Future

Tags: GES | Zéro carbone | Changement climatique | Energie propre | Tarification du carbone | 2030 | 2100 | Accord mondial | Négociations climatiques |

La réduction des émissions de gaz à effet de serre figure parmi les principales préoccupations des gouvernements et constitue l'un des enjeux primordiaux des négociations climatiques internationales. Ce rapport détermine trois étapes essentielles permettant aux pays de s'inscrire dans une trajectoire zéro carbone et contenir ainsi le changement climatique.

La première étape, s'articulant autour de la planification de l'avenir, consiste à encourager les investissements nécessaires dans la recherche et les technologies et le développement de modèles de croissance à faibles émissions de carbone pour en tirer profit dans les prochaines décennies. A titre

d'illustration, pour assurer leur approvisionnement en électricité, les pays pourraient remplacer les combustibles fossiles par des sources d'énergie propre et donc augmenter leur consommation d'électricité.

La seconde étape vise à établir une tarification du carbone ou d'un marché du carbone. Cette mesure permettrait la mise en œuvre de plans en faveur d'un modèle de croissance sobre en carbone, la génération de recettes importantes et au financement de grands projets de développement, permettant ainsi l'éradication de la pauvreté et ce, à travers la diminution des émissions dans ce domaine.

La troisième étape souligne l'importance de la transition vers une croissance faible en carbone comme facteur de progrès économique et social, surtout pour les populations les plus défavorisées et celles vulnérables aux impacts du changement climatique.

Le rapport souligne que l'élimination progressive des subventions relatives aux combustibles fossiles dont bénéficient essentiellement les plus riches et la mise en place d'un système de tarification du carbone sont deux solutions génératrices de recettes budgétaires propices aux développements des secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures, tout en contribuant à la réduction des émissions de GES.

Enfin, le rapport met en garde les pays sur l'urgence de la transition à opérer afin de s'engager dans une trajectoire de réduction radicale des émissions pour un développement à faible intensité de carbone avec un moindre coût. De plus, il souligne que le report de ces mesures à 2030 pourrait participer à la hausse de leur coût de 50 % à l'échelle mondiale pour la période 2030-2050, puis de 40% pour la période 2050-2100, d'autant plus que l'objectif des négociations climatiques en cours est d'aboutir à un accord mondial sur les réductions d'émissions de gaz à effet de serre (GES) afin de limiter le réchauffement climatique à 2 °C d'ici 2100.

Source : Banque Mondiale, Mai 2015

<http://www.worldbank.org/./decarbonizing-development-report.pdf>

◆◆◆ POLITIQUE

► Global Trends to 2030: Can the EU meet the challenges ahead?

Tags: 2030 | Tendances | Asie | Etats-Unis | Tendances | Union Européenne | Chine | Système unipolaire | Système multipolaire | Mondialisation |

Ce rapport de prospective, publié par le European Strategy and Policy Analysis System (ESPAS), identifie les tendances socio-économiques et les politiques globales qui marqueraient le monde les deux décennies à venir et contraintes que devraient relever l'Union Européenne.

Les principales tendances mises en relief dans le rapport sont : la montée en puissance de l'Asie, le déclin de l'hégémonie américaine dans le monde, le développement remarquable des technologies,

l'explosion de la classe moyenne mondiale et une déstabilisation géopolitique, économique et sociale à l'échelle mondiale et régionale.

Le rapport prévoit une révolution géopolitique marquée par une montée fulgurante des pays émergents et le déclin du système unipolaire. L'affaiblissement du système multilatéral et la naissance d'un monde axé sur la force induiraient des ruptures systémiques et des conflits régionaux.

La mondialisation, tirée par les Etats-Unis, l'Union Européenne et la

Chine, entraînerait des progrès technologiques remarquables en matière d'intelligence artificielle et des biosciences, compensant ainsi le vieillissement des populations chinoises et européennes. Toutefois, ces progrès causeraient la destruction d'emplois et l'exigence d'une refonte du système de protection sociale.

Le rapport souligne que l'Union Européenne serait confrontée à une triple équation d'ici 2030. Il s'agit de :

- L'équation géopolitique, engendrée par la déstabilisation de l'ensemble du voisinage européen, constituerait un défi à relever pour la sécurité interne et externe de l'Union Européenne.
- L'équation économique est liée aux dettes publiques importantes et au niveau de chômage très

élevé. Un renouvellement du modèle économique vers une société de l'innovation, basé sur une approche stratégique des politiques publiques et la mise en oeuvre des réformes structurelles pourrait mobiliser l'épargne d'une société de plus en plus vieillissante.

- L'équation démocratique imposerait, quant à elle, une modernisation de la vie politique et du projet européen. Un réajustement des pouvoirs entre niveau régional, national et européen serait nécessaire.

Source : European Strategy and Policy Analysis System, Mai 2015
<http://europa.eu/espas/pdf/espas-report-2015.pdf>

◆◆◆◆◆ CONCEPTS EMERGENTS

Open Data

Le concept d'open data est né dans le milieu de la recherche scientifique publique. Il désigne le principe par lequel une entreprise ouvre son système d'information à ses prospects, clients et partenaires, voire même au grand public.

Les pratiques d'Open Data ont connu une évolution considérable en même temps qu'Internet qui a facilité l'accès aux données de l'entreprise.

Les données publiques, issues des entreprises et ouvertes au partage, se caractérisent par certains critères techniques, juridiques et économiques, notamment :

- *la mise à disposition dans un format technique le plus ouvert possible, qui facilite la réutilisation et n'impose pas l'utilisation d'un logiciel propriétaire ;*
- *l'utilisation de licences juridiques ouvertes, qui ne restreignent*

pas ou peu les utilisations possibles des données ;

- *la limitation des redevances susceptibles de constituer des freins économiques pour les personnes réutilisant ces données.*

L'open data permet d'améliorer le service rendu au client et au public en améliorant son information et en réduisant ses incertitudes et inquiétudes. Cela permet également de réaliser des économies sur des services de support car le client agit généralement en self-service.

Références bibliographiques :

Collectif (2014). **Big Fast Open Data. Décrire, décrypter et prédire le monde : l'avènement des données**

COINTOT, Jean-Charles (2015). **La Révolution Big data - Les données au coeur de la transformation de l'entreprise**

CHIGNARD, Simon (2012). **L'Open data : Comprendre l'ouverture des données publiques**

◆◆◆◆◆ BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

Cette bibliographie rassemble une sélection des dernières publications, en rapport avec les questions structurelles ainsi que celles relatives à la diplomatie et aux relations internationales.

<p>Thierry Sanjuan & Madeleine Benoit-Guyod (2015), Atlas de la Chine, une grande puissance sous tension.</p> 	<p>Asmara Klein, Camille Laporte & Marie Saiget (2015). Les bonnes pratiques des organisations internationales</p> 	<p>Collectif (2015), Recréer le système monétaire international</p> 
<p>Collectif (2015), Réconcilions économie et écologie. Pour une nouvelle économie verte en faveur de la croissance</p> 	<p>Collectif (2015), Atlas des énergies mondiales. Quels choix pour demain ?</p> 	<p>Viviane du Castel (2015), Choix énergétiques : quels enjeux ?</p> 

Eloi Laurent Jacques Le Cacheux (2015), Un nouveau monde économique: Mesurer le bien-être et la soutenabilité au XXIe siècle



CARTIER Michel (2015), La Chine et l'Occident



TARRIUS Alain (2015), La mondialisation criminelle



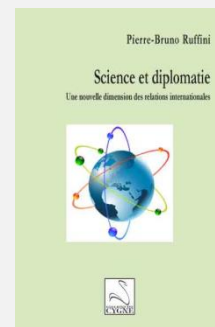
ANOUAR Mohammed (2015), Les armées arabes et le pouvoir d'État. Militaires du peuple ou du régime (XIX-XXIe siècle) ?



EL-HAGGAR Nabil (2015), Pendant la crise, les crises continuent



RUFFINI Pierre-Bruno (2015), Science et diplomatie. Une nouvelle dimension des relations internationales



INDEX DES TAGS

2

2015.....	5
2020.....	5
2030.....	7, 8
2100.....	7

A

Accord mondial.....	7
Afrique.....	6
Agriculture.....	6
Amériques.....	8
Asie.....	8

B

Banque Mondiale.....	3
----------------------	---

C

Canada.....	2
Capital humain.....	2
Chaînes de valeur mondiales.....	6
Changement climatique.....	7
Chine.....	8
Cigref.....	5
Commerce des services.....	6
Compétitivité.....	2, 6
Croissance économique.....	4
Croissance inclusive.....	4
Culture cyber.....	5
Cybernétique.....	5
Cybersécurité.....	5
Cyberstratégie.....	5

D

Développement cognitif.....	3
Développement humain.....	3

E

Economie.....	6
Economies développées.....	2
Economies émergentes.....	4
Education.....	2, 4
Emploi.....	2
Energie propre.....	7

F

Finlande.....	2
---------------	---

G

GES.....	5, 7
----------	------

I

Indice du capital humain.....	2
Industrialisation.....	6
Inégalités.....	3, 4
Innovation.....	2, 5
Intelligence artificielle émergente.....	5
Investissements.....	4

J

Japon.....	2
------------	---

M

Malnutrition infantile.....	3
MENA.....	3
Mondialisation.....	8

N

Négociations climatiques.....	7
Norvège.....	2

O

OCDE.....	4
Open Data.....	10

P

Petite enfance.....	3
Politique.....	8
Protection des données.....	5

R

Robotique.....	5
----------------	---

S

Sécurité des systèmes d'information	5
Suisse	2
Système multipolaire	8
Système unipolaire	8

T

Tarification du carbone	7
Technologies	5
Tendances	8
Transfert d'armes	8
Travail	4

U

Union Européenne	8
-------------------------------	---

V

Veille sociétale	5
-------------------------------	---

Z

Zéro carbone	7
---------------------------	---